

Burundi : le gouvernement tend la main aux médias sous sanctions

RFI, 02/02/2021 Considérant avant la crise de 2015 comme l'un des rares Etats de la région à être dotés d'une presse libre et indépendante, le Burundi occupe aujourd'hui la 160e place sur 180 du classement 2020 de la liberté de la presse établi par RSF. Volonté de tourner la page de 2015 ou opération de séduction de l'Union européenne, le président Evariste Ndayishimiye multiplie les gestes en direction des médias.

Il y a un mois, le président Evariste Ndayishimiye a gracié les quatre journalistes de l'hebdomadaire Iwacu, condamnés à 2 ans et demi de prison en octobre 2019 dans un procès qualifié d'« inique ». Et il y a trois jours, il a tendu la main cette fois aux médias nationaux et internationaux sous sanctions depuis la crise de 2015, en demandant au Conseil national de la communication de s'asseoir avec leurs responsables pour « trouver des solutions aux différends qui existent ». Tout est allé vite. Le Conseil national de la Communication a réuni, le 1er février, à Bujumbura, les représentants des médias « sous sanctions » présents au Burundi ; des internationaux comme la VOA et la BBC mais aussi quelques médias locaux, trois jours à peine après l'injonction présidentielle. « C'était une réunion de contact. Le CNC va bientôt nous recevoir à tour de rôle pour quand on trouve des solutions au cas par cas », selon un participant qui reconnaît que le poids des absents s'est fait sentir. Il s'agit de la station privée RPA et la radio-télévision Renaissance, détruites lors de la tentative de coup d'Etat de 2015, ainsi que des dizaines de journalistes qui ont fui en exil dont certains font l'objet de mandats d'arrêt internationaux. La plupart sont réfugiés au Rwanda voisin et continuent d'informer, sur les réseaux sociaux, sur ce qui se passe au Burundi, au grand dam de Gitega. Des responsables des médias en exil ont salué « un pas dans la bonne direction », mais ils estiment qu'en l'état conditions ne sont pas réunies pour un retour au Burundi. Le président Evariste Ndayishimiye a assuré, vendredi, quand il veut tourner la page sombre de 2015 mais le gouvernement est sous sanctions de l'Union européenne et, simple coïncidence ou pas, ces manœuvres ont lieu alors que la reprise du « dialogue politique » avec son principal bailleur de fonds est prévue, ce mardi 2 février, à Bujumbura. Innocent Muhozi, directeur de Renaissance FM : « Nous sommes prêts à participer au dialogue qui devrait nous permettre de résoudre les graves problèmes qui nous empêchent de travailler, comme les mandats d'arrêt émis contre certains responsables de médias et journalistes, les problèmes de sécurité, les problèmes liés à la liberté de presse et d'expression ». Si toutes ces questions sont mises sur la table, serait un progrès considérable. »